

Lettre ouverte à mon Maire, contre les repas de substitution



Amis patriotes,

Voici le courrier que j'ai envoyé à mon maire et que j'ai diffusé auprès de mon entourage. Au moins deux autres familles vont faire de même et si la chaîne se poursuit les maires ne pourront pas rester sourds aux revendications des Français. Au

contraire, s'ils reçoivent un seul courrier demandant l'arrêt des menus de substitution ils mettront mon courrier au panier. Il faut donc y aller maintenant, faire du bruit. L'exemple de Chalon-sur-Saône a marqué les esprits, à droite comme à gauche, nous allons reprendre les territoires perdus.

Robert Durand

LETTRE TYPE A ENVOYER A VOTRE MAIRE

Objet : menu de substitution dans les cantines scolaires publiques

Monsieur le Maire,

Nous sommes parents de trois enfants scolarisés dans des établissements publics de la ville de Nîmes et nous constatons cette année encore que lorsque le menu comporte du porc, un plat de substitution est systématiquement proposé.

En tant que citoyens et contribuables nous estimons que le service de cantine –facultatif– ne doit pas accentuer les différences, mais au contraire les effacer. Nous souhaitons donc la suppression des repas de substitution afin que tous les petits nîmois mangent la même chose à la même table.

Les menus sont publiés longtemps à l'avance ce qui permet aux parents qui désirent inculquer des interdits alimentaires à leurs enfants de s'organiser. Si la viande ne leur convient pas (porc ou autre) l'enfant peut toujours apporter son déjeuner ou avoir un repas équilibré avec l'accompagnement, les entrées et le dessert.

L'accusation de « stigmatisation » est usée et re-usée. Le menu de substitution a été introduit il y a plus de 30 ans dans l'espoir que cela allait intégrer certaines communautés, qui au fil du temps, finiraient par l'abandonner. C'est exactement le contraire qui s'est produit.

Des villes dirigées par des maires les Républicains, comme Chalons sur Saône ou Chilly-Mazarin ont fait le choix courageux de supprimer les menus satisfaisants une confession ; cela se traduira très certainement dans les urnes lors des prochaines élections.

Dans le contexte actuel, nous estimons qu'il ne faut plus

céder aux revendications communautaires. Si la voie choisie par vos collègues vous semble trop autoritaire pourquoi ne pas organiser une consultation citoyenne ?

Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.